

DEVELOPPEMENT AGRICOLE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE : CAS DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.

Synthèse bibliographique

Par

Madeleine FALANGA MUNGANGA

Apprenante en Sciences économiques et de Gestion, Université de Kinshasa

RESUME

En Afrique comme dans d'autres pays du monde, l'agriculture est un instrument puissant qui entraîne la croissance économique et permet de surmonter la pauvreté et de renforcer la sécurité alimentaire. L'augmentation de la productivité de l'agriculture favorise l'expansion d'autres secteurs de l'économie. Ainsi pour pallier à la situation de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, la RD Congo a intérêt de développer son secteur agricole en vue de relancer sa production agricole dans le contexte du développement durable.

L'état du secteur agricole de la République Démocratique du Congo, qui a toujours été considéré comme une perspective de développement intéressante susceptible de contribuer au décollage économique du pays. Les agriculteurs et les agricultrices restent le groupe cible le plus important dans la lutte contre la pauvreté en RD Congo : redynamiser le secteur agricole est une réponse à l'exode rural et à l'urbanisation grandissante qu'il entraîne.

Les autorités congolaises doivent placer l'agriculture au premier plan de développement, tout en élaborant des politiques publiques sectorielles visant à accroître la production agricole en prenant en compte les enjeux de la lutte contre le changement climatique, en vue de permettre une autosuffisance alimentaire ainsi que l'élargissement du marché intérieur.

Mots-clés : *RDC, agriculture, pauvreté, production, productivité, durable, Afrique, malnutrition, développement, climat.*

ABSTRACT

In Africa as in other countries around the world, agriculture is a powerful instrument that drives economic growth and helps overcome poverty and helps overcome poverty and strengthen food security. Increasing agricultural productivity promotes the expansion of other sectors of the economy. Therefore, to alleviate the situation of food insecurity and malnutrition, the DR Congo has an interest in developing its agricultural production in the context of sustainable development.

The state of the agricultural sector in Democratic Republic of Congo, which has always been considered an interesting development prospect likely to contribute to the country's economic take-off. Farmers remain the most important target group in the fight against poverty in DR Congo: revitalizing the agricultural sector is a response to the rural exodus and the growing urbanization that it entails.

The Congolese authorities must place at the forefront of development while developing sectoral public policies aimed at increasing agricultural production by taking into account the challenges of the fight against climate change, with a view to enabling food self-sufficiency as well as enlargement of the internal market.

Keywords: DRC, agriculture, poverty, production, productivity, sustainable, Africa, malnutrition, development, climate

INTRODUCTION

En 2002, trois quarts de la population pauvre des pays en développement, 883 millions d'habitants vivaient en zone rurale¹.

La plupart dépendent, directement ou indirectement, de l'agriculture pour leur subsistance. Une agriculture inclusive et dynamique pourrait donc réduire drastiquement la pauvreté rurale et contribuer ainsi à la poursuite des objectifs du développement durable en ce qui concerne la pauvreté et la faim.

Il existe de nombreux exemples du rôle moteur joué par l'agriculture dans la croissance à des stades précédents du processus de développement et de son impact en termes de réduction de la pauvreté. Plus récemment, la croissance agricole accélérée de la Chine grâce au système de responsabilisation des ménages, à la libéralisation des marchés et à la rapide évolution technique a été largement responsable du recul de la pauvreté rurale de 53% en 1981 à 8% en 2001. La croissance agricole a été le précurseur de l'accélération de celle de l'industrie, de même que les révolutions industrielles qui se sont propagées à travers le monde à climat tempéré, de l'Angleterre au milieu du VIII^{ème} siècle, au Japon à la fin du XIX^{ème} siècle.²

L'agriculture a également été à l'origine d'opportunités commerciales attractives, comme les produits à forte valeur ajoutée pour les marchés intérieurs (l'industrie laitière au Kenya, l'aquaculture au Bangladesh, les légumes pour supermarchés en Amérique latine) et internationaux (les cafés fins au Rwanda, l'horticulture au Chili, au Guatemala et au Sénégal). Des succès ont également été rencontrés dans les cultures traditionnelles faisant

¹ Ravallion et al., « China's (Univen) Progress Against Poverty », *Journal of Development Economic*, 82, 2007, pp. 1-42

² Bairoch P., « Agriculture and the industrial revolution », vol. 3, 1973, pp. 1700-1914.

l'objet de demandes nouvelles, telles que les exportations de maïs fourrager du Laos vers la Chine et le sucre de canne pour les biocarburants au Brésil.

Parallèlement à ces expériences fructueuses, d'autres tentatives de tirer profit de l'agriculture se sont soldées par des échecs. Le cas le plus interpellant est la performance insatisfaisante de l'agriculture en Afrique subsaharienne, particulièrement lorsqu'on la compare avec la révolution verte en Asie du Sud. Au milieu des années 1980, les rendements céréaliers étaient faibles tant en Asie du Sud qu'en Afrique Sub-saharienne tandis que la pauvreté était élevée dans les deux régions. Quinze ans plus tard, les rendements avaient augmenté de plus de 50% en Asie du Sud et la pauvreté avait baissé de 30%. En Afrique subsaharienne, les rendements et la pauvreté étaient restés inchangés. La sécurité alimentaire demeure un défi pour la plupart des pays africains en raison du faible taux de croissance agricole, de l'expansion démographique rapide, des faibles recettes en devises et des coûts de transaction élevés dans l'établissement de liens entre les marchés intérieurs et internationaux.

L'agriculture est donc très prometteuse en termes de croissance, de réduction de la pauvreté et l'amélioration des services environnementaux, mais pour que ces promesses se concrétisent, la main visible de l'Etat devra également se manifester, en procurant les biens publics essentiels, en améliorant le climat de placement, en réglementant la gestion des ressources naturelles, pour obtenir des résultats sociaux souhaitables. Poursuivre un programme agricole à des fins de développement nécessite que la gouvernance de l'agriculture, sur le plan local et national, soit améliorée.

A la lumière de ce qui précède, nous avons considéré que la révolution verte indienne constitue un modèle de développement agricole que la RD Congo devrait mettre en place.

Hormis l'introduction et la conclusion, le présent article comprend les points saillants suivants :

- La transformation structurelle ;
- Les trois mondes d'une agriculture au service de développement ;
- Un nouveau rôle pour l'agriculture dans le développement ;
- Les trois voies de sortie de la pauvreté : l'agriculture, l'emploi et la migration ;
- Une typologie des ménages ruraux ;
- Le développement agricole en RD Congo.

I. LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE

Le processus du développement économique exige la redéfinition constante des rôles de l'agriculture, de l'industrie et des services. Deux phénomènes empiriques récurrents caractérisent cette transformation

structurelle. Premièrement, aux niveaux inférieurs du développement, les contributions de l'agriculture au produit intérieur brut (PIB) et à l'emploi sont importantes (jusqu'à 50% et 80% respectivement), mais elles diminuent au fur et à mesure que les pays se développent. Deuxièmement, il existe un fossé persistant entre la part d'agriculture dans le PIB et la part de l'agriculture dans la population active. Ces deux faits stylisés suggèrent un rôle essentiel mais évolutif, pour l'agriculture, d'instrument de croissance et de réduction de la pauvreté.

Ces modèles de transformation structurelle ont été observés au cours de l'histoire dans la plupart des pays développés et sont actuellement en marche dans les pays en développement qui connaissent la croissance. Il existe cependant des écarts notables. Dans la plupart des pays subsahariens, au cours des 40 dernières années, la proportion de main- d'œuvre dans l'agriculture a baissé considérablement malgré une croissance quasi nulle du PIB par habitant, comme le cas du Nigéria. Il en va de même pour l'Amérique latine depuis 1980, comme illustré par le Brésil.

Ce phénomène s'inscrit dans la logique d'urbanisation de la pauvreté observée dans ces deux régions. Par contraste, le redéploiement de la population active en dehors de l'agriculture a été très lent en Chine, en partie à cause de restrictions sur la mobilité de la main- d'œuvre.³

La contribution de l'agriculture est essentielle mais diminue à mesure que les pays se développent.

Dans nombre de pays pauvres, l'agriculture produit toujours une large part du PIB et occupe une forte proportion de la population active (en moyenne 34 et 64%, respectivement, en Afrique subsaharienne⁴.

Dans la fourchette de pays affichant un PIB par habitant compris entre 400 et 1.800 \$, dont nombreux sont asiatiques, l'agriculture est responsable d'en moyenne 20% du PIB et 43% de l'emploi. Ces taux baissent à respectivement 8 et 22% pour les pays (principalement d'Europe de l'Est et d'Amérique latine) dont le PIB par habitant se situe entre 1.800 et 8.100 \$. L'ajout à l'agriculture de liens en amont et en aval (agriculture étendue) augmente généralement sa part dans l'économie de moitié ou plus, particulièrement dans les pays à moyen revenu.⁵

³ Ravallion M. et Chen S. 2007, « New evidence of the urbanization of global poverty », document de référence pour le RDM 2008

⁴ Banque Mondiale 2005a, « Drives of Sustainable Rural Growth and poverty Reduction in central America Washington, DC, World bank.

⁵ De Ferranti et al 2005, « Beyond the City : the rural contribution to development, washington, DC ; world bank.

La proportion importante d'agriculture dans les économies pauvres suggère qu'une forte croissance de l'agriculture est cruciale pour favoriser la croissance économique globale. A mesure que le PIB par habitant augmente, la proportion d'agriculture diminue, de même que sa contribution à la croissance. Par ailleurs, la valeur absolue de la production agricole augmente, à cause de la croissance plus rapide des secteurs non agricoles. De plus en plus, l'agriculture contribue à façonner la durabilité environnementale du processus de croissance, et ce à travers le spectre du développement.

Elle constitue un utilisateur majeur des ressources naturelles rares (elle est responsable de 85% de prélèvement d'eau dans le monde en développement et de l'utilisation de 42% des terres) ainsi qu'un fournisseur souvent peu reconnu de services environnementaux (fixation des carbones, gestion des bassins versants et réduction de la déforestation).

La capacité de l'agriculture à réduire la pauvreté.

L'écart important et persistant entre les contributions respectives de l'agriculture au PIB et à l'emploi suggère que la pauvreté reste concentrée dans l'agriculture et dans les zones rurales tandis que la croissance non agricole s'accélère, de nombreux ruraux restent pauvres.

Les observations macroéconomiques tirées d'études de la Banque mondiale sur la pauvreté dans de nombreux pays confirment que l'incidence de la pauvreté sur les ménages agricoles et ruraux augmente de façon persistante. En outre, dans les endroits où la croissance non agricole s'est accélérée, les disparités entre revenus ruraux et revenus urbains se sont accrues.

En Asie de l'Est, par exemple, le rapport de la pauvreté rurale à la pauvreté urbaine est passé de 2 : 1 à 3,5 : 1 entre 1.993 et 2.002, malgré une baisse substantielle de la pauvreté absolue. Selon les prévisions, malgré une urbanisation rapide, le monde en développement devrait rester principalement rural dans la plupart des régions jusqu'à environ 2.020 et la majorité des pauvres devraient continuer à vivre dans les espaces ruraux jusqu'en 2.040⁶.

La concentration persistante de la pauvreté (absolue et relative) dans les zones rurales illustre la difficulté à redistribuer les revenus générés hors de l'agriculture et l'inertie profonde dans le reclassement de la main d'œuvre tandis que les économies se restructurent. La migration de l'agriculture vers les zones urbaines est souvent retardée par le manque d'information, les coûts, les écarts de compétences, le vieillissement et les liens sociaux et

⁶ Ravallion M. et Chen. S. 2007, *Op.cit.*, pp. 40-42

familiaux. En conséquence, des nombreuses personnes demeurent en zone rurale, avec des espérances insatisfaisantes d'une vie meilleure, ce qui provoque des tensions sociales et politiques et qui peuvent mettre en péril le processus de croissance.

Une croissance plurisectorielle de l'économie rurale semble essentielle à la réduction de la pauvreté, tant absolue que relative.

En effet, une simple décomposition fait apparaître que 81% de la réduction de la pauvreté rurale à l'échelle mondiale pendant la période 1993-2002 peut être imputée à une amélioration des conditions dans les zones rurales, la migration n'étant responsable que de 19% de la réduction⁷.

L'avantage comparatif de la croissance agricole dans la réduction de la pauvreté est confirmé par des études économétriques.

Les résultats de ces observations économétriques par pays indiquent que la croissance par PIB générée dans l'agriculture présente des avantages importants pour les pauvres et est au moins deux fois plus efficace, en termes de réduction de la pauvreté, que la croissance générée par d'autres secteurs. Toutefois, en mesure que les pays s'enrichissent, la supériorité de la croissance provenant de l'agriculture dans la capacité à fournir des avantages aux pauvres semble décliner.

II. LES TROIS MONDES D'UNE AGRICULTURE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

A la lumière du rôle changeant de l'agriculture dans la promotion de la croissance et de la réduction de la pauvreté, les pays sont classifiés en trois catégories (à vocation agricole, en mutation ou urbanisé), sur base de la part de la croissance globale provenant de l'agriculture et celle de la pauvreté globale (mesurée au seuil de 2,15\$ par jour) dans le secteur agricole. Trois grappes d'économies structurellement différentes émergent, chacune étant confrontée à des défis distincts en termes de formulation des politiques agricoles.

- Dans les économies à vocation agricole (dont la plupart se situent en Afrique subsaharienne), l'agriculture contribue de manière significative à la croissance et les pauvres sont concentrés dans les espaces ruraux. Le défi politique majeur est d'aider l'agriculture à jouer son rôle de moteur de croissance et de la réduction de la pauvreté.
- Dans les économies en mutation (située principalement en Asie dans la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient), la contribution de

⁷ Schultz 1978, *Distorsions of Agricultural Incentives*, Bloomington, in, Indiana University Press.

l'agriculture au développement est moins importante mais la pauvreté reste essentiellement rurale. L'accroissement des disparités entre revenus ruraux et revenus urbains y crée des tensions politiques et sociales⁸. La croissance dans l'agriculture et dans l'économie rurale non agricole est nécessaire à la réduction de la pauvreté et à celle des disparités entre ruraux et urbains.

- Dans les économies urbanisées (situées principalement en Europe de l'Est et en Amérique latine), l'agriculture ne contribue que pour une faible part à la croissance. La pauvreté n'est plus un phénomène rural, bien que l'incidence du seuil de pauvreté de 2,15\$ par jour soit 63% plus élevée dans les zones rurales que dans les zones urbaines. L'agriculture agit comme n'importe quel secteur marchand et est prédominante dans certaines régions. Dans ces économies, l'agriculture peut réduire la pauvreté rurale résiduelle en insérant les ruraux pauvres en tant que producteurs directs et en créant des bons emplois pour eux.

Il n'existe aucune méthode universelle permettant à un pays à vocation agricole de passer dans la catégorie des pays urbanisés et à revenu élevé. Toutefois, les trajectoires empruntées par la Chine (entre 1981-1985 et 1996-2001), l'Inde (entre 1965-1970 et 1989-1994), l'Indonésie (entre 1970-1976 et 1990-1996) et le Brésil (entre 1970-1975 et 1990-1996) sont évocatrices. La Chine et l'Inde ont toutes deux évolué de la catégorie des pays à vocation agricole vers celle des pays en mutation sur une période de 15 à 25ans, mais avec peu de changements dans la proportion rurale de la pauvreté. L'Indonésie, qui appartenait déjà à la catégorie des pays en mutation dans les années 1970, a continué à réduire son taux de pauvreté rurale, tout comme le Brésil, qui appartient désormais à la catégorie des pays urbanisés.

Les trois catégories de pays capturent les grandes caractéristiques distinguant le rôle de l'agriculture dans la croissance et la réduction de la pauvreté dans les pays et fournissent un cadre permettant d'orienter le débat et facilitant la formulation des mesures politiques. Quoi qu'il en soit, des variations sensibles demeurent entre (et au sein de) certains pays d'une même catégorie.

2.1. Les pays à vocation agricole

Dans les pays à vocation agricole, dont la plupart se situent en Afrique subsaharienne, l'agriculture a été responsable d'environ un tiers de la croissance globale pour la période 1993-2005. Ces pays comptent plus d'un demi-milliard d'habitants, dont 49% vivent avec moins de 1\$ par jour et 68%

⁸ Hayami 2005, « An Emerging Agriculture Problem in High-Performing Asian Economies », travail présenté à la 5th conference of the Asian Society of Agricultural Economists (Presidential Address), 29 août, Zehedan, Iran.

dans les espaces ruraux. Du simple fait de sa taille, le secteur agricole est capital pour le développement, au moins à moyen terme. Les secteurs des cultures de base et des exportations agricoles occupent tous deux une place centrale mais jouent des rôles distincts dans la promotion de la croissance et de la réduction de la pauvreté. Le secteur de la culture des denrées de base est généralement le sous-secteur le plus vaste et il fournit principalement le marché intérieur. Le secteur des cultures non vivrières produit essentiellement pour l'exportation et est souvent dominé par les produits traditionnels mais, de plus en plus, il inclut également de nouveaux sous-secteurs dynamiques de produits à forte valeur ajoutée, tels que les légumes, les fleurs et le poisson.

Le secteur des cultures de base non échangeables. Dans une large part des pays à vocation agricole, le secteur des cultures de base reste, dans une grande mesure et malgré la mondialisation, non marchand et ce, pour deux raisons. La première est que les cultures locales, comme le manioc, l'igname, le sorgho, et le millet, qui ne sont pas commercialisés à l'international (même si elles sont parfois au niveau régional), prédominent souvent dans les habitudes alimentaires locales. La seconde est que l'économie alimentaire locale reste isolée des marchés mondiaux en raison des coûts élevés de transport et de commercialisation, particulièrement dans les arrières-pays ruraux et les pays sans accès à la mer.⁹

2.2. Les pays en mutation

Plus de deux milliards de personnes, c'est-à-dire les trois quarts de la population rurale des pays en développement, vivent dans les zones rurales des pays en mutation, englobant la majeure partie de l'Asie du Sud et de l'Est, de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, ainsi que quelques pays d'Europe et d'Asie centrale. Bien que l'agriculture n'a contribué que pour 7% à la croissance durant la période 1993-2005, elle est toujours responsable de 13% de l'économie et emploie 57% de la population active. Malgré une croissance rapide et la baisse de taux de pauvreté dans plusieurs de ces pays, la pauvreté reste répandue et, dans une grande mesure, rurale-plus de 80% des pauvres vivent dans les espaces ruraux. Les ressources naturelles sont soumises à une pression croissante de l'agriculture et à la compétition pour les terres et les ressources en eau engendrée par l'expansion rapide des populations urbaines et les secteurs non agricoles.

⁹ Delgado et al 2005, « Evidence and implications of Non-tradability of food staples in Tanzania 1983-1998 », *Journal of Development Studies* 41, pp. 93-376.

2.3. Les pays urbanisés

L'agriculture n'est responsable que de 6% des économies urbanisées, sa contribution à la croissance étant du même ordre. Par contre, l'industrie et les services alimentaires et l'agro-industrie peuvent représenter jusqu'à 30% du PIB. Bien que près des trois quarts de la population des pays urbanisés vivent en zones urbaines, 45% des pauvres vivent en zones rurales et 18% de la population active travaille toujours dans l'agriculture. La plupart des pays d'Amérique latine et de nombreux pays d'Europe et d'Asie centrale appartiennent à cette catégorie.

Dans les pays urbanisés, l'agriculture opère de la même manière que les autres secteurs échangeables et est souvent économiquement importante dans des sous-régions spécifiques. Elle fournit des opportunités de croissance dans le sous-secteur possédant un avantage comparatif, ainsi que les services environnementaux -les nouveaux marchés pour les biocarburants, l'échange de droits d'émission de carbone et la préservation de la biodiversité faisant émerger des opportunités qui, dans une large mesure, reste à saisir. Le fossé principal se situe à présent entre le secteur rural traditionnel et les secteurs rural et urbain modernes. La protection sur la protection agricole, quant à elle, demeure.

Dans le cadre de la stratégie visant à mettre l'agriculture au service du développement, le défi, pour les pays urbanisés, consiste à créer des opportunités qui permettront aux petits exploitants d'approvisionner les marchés alimentaires modernes et des emplois bien rétribués dans l'agriculture et l'économie rurale non agricole.

III. UN NOUVEAU ROLE POUR L'ARICULTURE DANS LE DEVELOPPEMENT

Les arguments prônant l'utilisation des pouvoirs de l'agriculture pour la réduction de la pauvreté et en tant que moteurs de la croissance dans les pays à vocation agricole sont toujours très actuels. Une utilisation efficace exige l'adaptation des plans d'action aux types de pays et aux contextes nationaux et régionaux. Toutefois, à l'exception de certains succès convaincants, tout le potentiel de l'agriculture n'a pas été exploité dans de nombreux pays, à cause de partis pris politiques défavorables au secteur agricole et de sous-investissements, aggravés par des mauvais placements et la négligence de certains bailleurs de fonds, avec des coûts élevés en termes de souffrance humaine. De nouvelles opportunités d'exploiter ce potentiel émergent aujourd'hui, en même temps, toutefois, que de nouveaux défis, consistant particulièrement à poursuivre une approche de la croissance agricole qui est

axée sur les petits producteurs et qui réconcilie les fonctions économique, sociale et environnementale de l'agriculture.

De nombreux pays dont les taux de croissance agricole étaient relativement élevés ont vu leur pauvreté rurale se réduire substantiellement : le Vietnam, par une réforme agraire et une libéralisation des échanges et des prix ; la Moldavie, par une distribution du sol ; le Bangladesh, par une augmentation des revenus agricoles et ruraux non agricoles résultant de nouvelles technologies ; et l'Ouganda, par des réformes économiques et un boom subséquent dans la production de café. L'agriculture a également été la clé de la réduction massive et sans précédent de la pauvreté rurale en Chine et du déclin à long terme, plus lent mais tout de même substantiel qu'a connu l'Inde.

Le Ghana, quant à lui, s'adjuge la plus grande contribution en Afrique subsaharienne en réduction de la pauvreté rurale dans les 15 dernières années.

Toutefois, dans certains pays, la pauvreté rurale n'a pas reculé, malgré la croissance agricole.¹⁰

IV. LES TROIS VOIES DE SORTIE DE LA PAUVRETE : L'AGRICULTURE, L'EMPLOI ET LA MIGRATION

Si l'agriculture constitue la source principale de moyens de subsistance pour les habitants des pays en développement, les zones rurales n'en demeurent pas moins de grands havres de pauvreté. Pour comprendre le rôle que peut jouer la croissance agricole à cet égard, cette section identifie trois voies de sortie de la pauvreté rurale. Il met en évidence les stratégies de subsistance des ménages ruraux ainsi que les défis à relever pour vaincre la pauvreté rurale par le biais de ces voies de sortie¹¹.

De nombreux ménages ruraux sortent de la pauvreté au moyen de l'entrepreneuriat agricole, du marché du travail rural et l'économie rurale non agricole ou encore de la migration vers les agglomérations, les grandes villes ou d'autres pays. Ces trois voies sont complémentaires : les revenus non agricoles peuvent renforcer le potentiel de l'agriculture en tant que moyen de sortir de la pauvreté tandis que l'agriculture peut favoriser les voies de sortie que sont la main d'œuvre et la migration.

¹⁰ Banque Mondiale 2008, *L'Agriculture au service du développement*, éd. Boeck université, Paris, 2008 ; pp.56

¹¹ Deweerdt.J 2006, « Moving out of poverty in Tanzania Kagera Region Bukoba, Tanzania economic development initiatives.

L'examen de ce que les individus et les ménages font dans les zones rurales aide à se défaire de quelques idées fausses sur les populations rurales. La première est la croyance que les ménages ruraux sont tous composés de fermiers ou que leurs activités sont très diversifiées. En réalité, il existe une grande hétérogénéité dans leurs activités et dans l'importance relative de ces dernières dans leurs revenus. Une vaste majorité de ménages ruraux sont engagés dans des activités agricoles diverses, mais nombre d'entre eux tirent une grande part de leurs revenus d'activités non agricole et de la migration. Les individus participent à un large éventail d'occupations mais cette diversité ne se traduit pas nécessairement par des revenus importants pour les ménages.

Selon une seconde idée fausse, le type d'activités qu'exercent les ménages est déterminant pour leur capacité à sortir de la pauvreté. Ce n'est pas le cas, en raison de l'hétérogénéité considérable qui caractérise les activités. Les stratégies de substance, dans l'agriculture, se caractérisent par un dualisme entre les petits exploitants en tant qu'entrepreneurs axés sur le marché et les petits exploitants largement impliqués dans l'agriculture de substance. Il existe un dualisme parallèle, sur le marché du travail, entre les emplois peu qualifiés et emplois très qualifiés et entre les migrations à haut et faible rendements.

Les ménages ruraux élaborent des stratégies de substance afin d'ajuster leurs dotations et compte d'actifs aux contraintes que leur imposent les défaillances du marché, celles de l'Etat, les normes sociales et les expositions aux risques non assurés. S'ils n'utilisent pas ces termes, ils comprennent parfaitement les contraintes. Leurs stratégies reflètent une prise de décision conjointe par les hommes et les femmes des ménages, bien qu'il puisse s'agir d'une négociation des revenus lorsque chacun des membres vise ses propres avantages. Mais leurs stratégies ne compensent que partiellement les contraintes sous lesquelles, ils opèrent, ce qui accorde un rôle important à l'amélioration de leurs accès aux actifs et des contextes dans lesquels ces actifs seront mis en œuvre¹².

La solution réside donc dans le renforcement de l'action collective et la mobilisation de la politique publique afin de multiplier des chances des ménages d'emprunter une des voies de sortie de la pauvreté.

Les décideurs politiques se trouvent donc face à des défis de taille. Les actifs des ménages ruraux sont faibles depuis des générations et continuent à diminuer par endroits. Les défaillances du marché et des gouvernements qui

¹² Krishna et al. 2006, « *Escaping, poverty and Ming poor in 36 villages of central and western Uganda* », *journal of development studies*, 42. pp. 88-271

affectent les rendements de ces actifs sont prépondérantes. Souvent, des chocs défavorables appauvrissent encore des actifs déjà limités et l'incapacité à faire face à ces chocs incite les ménages à se consacrer exclusivement à des activités ne présentant qu'un faible risque et, par conséquent, peu rentables.

Dans changements récents dans le marché alimentaire mondial, dans la science et la technologie et dans une série d'institutions qui exercent une influence sur la compétitivité favorisent également l'émergence de nouveau défi en matière de compétitivité des petits exploitants. Une bonne compréhension de ces défis est essentielle à l'élaboration des mesures politiques qui doivent aider les hommes et les femmes des régions rurales à s'extraire de la pauvreté. Les défis diffèrent selon les pays et les régions sous-nationales, ce qui doit être pris en compte dans l'élaboration des programmes d'action visant à réduire la pauvreté rurale.

V. UNE TYPOLOGIE DES MENAGES RURAUX

Que les ménages ruraux s'engagent dans l'agriculture, la main d'œuvre ou la migration, l'une de ces activités est habituellement prédominante en tant que source de revenu. Cinq stratégies de substance distinctes peuvent être identifiées. Certains ménages agricoles tirent l'essentiel de leur revenu d'une participation active aux marchés agricoles (petits exploitant axés sur le marché). D'autres dépendent principalement de l'agriculture pour leur substance mais utilisent l'essentiel de leur production pour leur consommation propre (fermiers de substance)¹³. D'autres encore tirent la partie la plus importante de leurs revenus d'un travail salarié dans l'agriculture ou l'économie rurale non agricole, ou d'un emploi non agricole (ménages axés sur la main-d'œuvre). Certains ménages peuvent choisir de quitter la campagne ou de dépendre des membres qui ont émigré (ménages axés sur la migration). Enfin, les ménages diversifiés combinent des revenus provenant de l'agriculture, du travail non agricole et de la migration.

Les sources de revenus peuvent être utilisées pour classifier les ménages ruraux selon les cinq stratégies de substance évoquées ci-dessus. L'importance relative de chacune d'elles diffère entre les trois catégories de pays (à vocation agricole, en mutation et urbanisé). Elle diffère également entre les régions sous-nationales. Les stratégies à prédominance agricole sont particulièrement importantes pour les pays à vocation agricole, où l'agriculture constitue le moyen principal de substance pour une grande proportion de ménages ruraux.

¹³ Knight et Song (2003), « Chinese peasant choices : Migration, rural industry, or farming ? » *ox ford development Studies* 31, pp. 48-123;

Dans les pays en mutation et urbanisés, les stratégies orientées vers la main-d'œuvre du secteur non agricole et la migration sont plus fréquentes¹⁴. Chez ces ménages, les salaires des emplois non agricoles contribuent souvent pour une large part aux revenus moyens (comme c'est le cas en Inde, au Pakistan et au Panama), tandis que les revenus de l'emploi non agricole pour compte propre sont plus importants dans les ménages orientés vers cette stratégie au Ghana et au Vietnam. En Bulgarie, en Equateur et au Népal, la main-d'œuvre. Malgré l'importance de la voie de sortie que représente cette dernière dans les pays en mutation, les ménages pratiquant l'agriculture axée sur les marchés restent le groupe rural le plus important au Vietnam.

Même si la plupart des ménages sont spécialisés à savoir qu'ils tirent la plus grande partie de leurs revenus d'une seule des trois sources de revenus (agriculture, main-d'œuvre ou migration), une proportion substantielle de ménages, dans tous les pays, a diversifié ses stratégies.

L'hétérogénéité des stratégies des ménages

La structure des revenus d'un ménage ne dit pas si celui-ci a adopté une stratégie de revenu adéquate. Chaque stratégie peut constituer une voie de sortie de la pauvreté mais des nombreux ménages ne parviennent pas à améliorer la situation à long terme, ce qui reflète l'hétérogénéité marquée existant dans chacune des activités et le fait que les revenus varient largement dans les limites de chaque stratégie¹⁵.

L'hétérogénéité caractérisant chacune des stratégies des ménages reflète des différences entre les retours sur les activités variées des ménages et des individus ruraux. Les activités économiques et les sources de revenus elles-mêmes diffèrent substantiellement à travers les régions, entre ménages pauvres et riches, entre ménages disposant d'actifs différents et entre hommes et femmes.

L'agriculture : une activité répondant pour les ménages ruraux, particulièrement pour les pauvres.

Selon les estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'agriculture fournirait de l'emploi à 1,3 milliard de personnes dans le monde, dont 97% dans les pays en développement¹⁶. Elle représente également une source majeure de revenus

¹⁴ Deere (2005), « The Feminisation of Agriculture? Economic restructuring in rural Latin American », Geneva, United Nations Research (WIDER), document de travail n°2006/115.

¹⁵ Anriquez et Bomani (2007), « Agricultural growth and poverty in an archetypical Middle income country: chile 1987-2003 », agricultural economic, 36, pp. 191-202.

¹⁶ Owen (1966), « The double Developmental squeeze on agriculture », American Economic Review, 56 (1-2), pp.43-70.

pour les ménages ruraux. Dans les pays à vocation agricole, les revenus provenant, les provenant de la culture et de l'élevage, ainsi que les salaires agricoles ont généré entre 42 et 75% du revenu rural. Le revenu agricole provient tant de la production pour consommation propre que des ventes de produits agricoles aux marchés. Dans les pays en mutation et urbanisés, la proportion de revenu rural provenant d'activités et de salaires agricoles se situe entre 27 et 48%. La participation aux activités agricoles ne se traduit donc pas toujours par des proportions importantes de revenus agricoles.

Les revenus de la ferme et les salaires agricoles constituent généralement une part plus importante du revenu du ménage pour les ménages les plus pauvres, les salaires agricoles sont plus importants pour les ménages à bas revenu que pour ceux à haut revenu. Le revenu de la ferme diminue souvent à mesure que les dépenses globales augmentent.

Dans la plupart des pays, il existe un dualisme marqué, dans le secteur de la petite agriculture, entre les fermiers orientés vers le marché et ceux qui pratiquent l'agriculture de substance. Seule une très faible part des produits agricoles commercialisés a été produite par les ménages orientée vers la substance¹⁷. Ce dualisme entre les stratégies agricoles reflète généralement des différences de dotations d'actifs. Les fermiers disposant de dotations foncières plus importantes sont plus susceptibles d'être axés sur le marché. Ils possèdent presque deux fois plus de terres que les fermiers de substance. Le capital humain des ménages ruraux est également en corrélation avec leur orientation à l'égard du marché. Les membres éduqués de ménages sont souvent plus susceptibles de vendre une large part de leurs produits aux marchés, tandis que des ménages dirigés par une femme produisent, dans la plupart des cas, pour la consommation propre.

Au sein du ménage, l'orientation vers le marché peut varier selon le sexe du cultivateur, les femmes étant plus susceptibles de se tourner vers l'agriculture de substance plutôt que vers la culture commerciale. Cependant, la production à grande échelle d'exportations non traditionnelles à forte valeur ajoutée a permis une augmentation des emplois salariés occupés par des femmes dans les champs, la transformation et le conditionnement¹⁸.

De manière plus générale, la participation des femmes au travail agricole indépendant varie en fonction des régions. En Afrique, Europe et Asie centrale et dans certains pays d'Asie de l'Est, les hommes et les femmes

¹⁷ Mansuri G. (2007a), « Migration, School Attainment and Child Labor : Evidence from Rural Pakistan », Washington, DC, World Bank Policy Research Working Paper Series, n° 3945

¹⁸ Baland J. M. et Platteau.J.P 1996, Halting Degradation of Natural Resources: Is There a Role for Rural Communities? , Rome, Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO).

prennent part de manière égale à l'emploi agricole indépendant¹⁹. Au Mozambique, au Rwanda, en Ouganda et en Egypte les femmes sont même plus susceptibles de participer à ce type d'emplois que les hommes. Par contre, en Amérique latine et en Asie du Sud, il semble que les femmes travaillent moins fréquemment en tant qu'indépendantes dans ce secteur. Toutefois, dans ces régions ainsi qu'en Afrique, les femmes ont élargi et approfondi leur participation à la production agricole au cours des dernières décennies²⁰. Pourtant, de nombreuses politiques de développement continuent à considérer, à tort, que les fermiers sont tous des hommes. Le rôle important des femmes dans l'agriculture, dans différentes parties du monde, exige que l'on accorde une attention urgente aux contraintes propres à chaque sexe rencontrées dans la production et la commercialisation.

La diversification des revenus et la spécialisation dans l'emploi salarié et le travail indépendant non agricole

Les petits producteurs axés sur le marché peuvent rencontrer de grands succès dans les marchés alimentaires et la nouvelle agriculture. Mais pour des nombreux autres petits exploitants, l'agriculture est un mode de vie qui offre la sécurité, avec des revenus complémentaires sur les marchés du travail et par le biais de la migration. D'autres ménages ruraux se spécialisent dans l'emploi salarié ou le travail indépendant non agricole. Les ménages situés dans les régions agricoles prospères peuvent se diversifier vers des activités non agricoles et tirer ainsi avantage d'opportunités attrayantes. Quant à ceux qui habitent des zones moins favorables, ils sont susceptibles de se réorienter vers les activités non agricoles à faible valeur ajoutée, de manière à limiter les risques. Les ménages disposant d'actifs suffisants sont en position de saisir les opportunités rémunératrices dans le secteur non agricole.²¹

Le revenu non agricole peut-être important tant pour les ménages riches que pour les pauvres. Cependant, les riches dominent souvent les niches commerciales lucratives. Les pauvres, manquant d'accès au capital, à l'éducation et à l'infrastructure, ne sont donc pas les principaux bénéficiaires des sources de revenus non agricoles lucratives.

Ceci est dû, entre autres, aux différences en termes d'accès aux emplois à haute et faible qualification. Les adultes analphabètes ont plus de chances de travailler dans l'agriculture en tant que salarié ou indépendant. Quant aux

¹⁹ Hall et Patrinos (2006), *Indigenous Peoples, Poverty, and Human Development in Latin American*, New York, NY, Palgrave MacMillan.

²⁰ Katz E. (2003), « The Changing Role of Women in the Rural Economies ».

²¹ Banque mondiale (2005a), « Drives of Sustainable Rural Growth and poverty Reduction in Central American », Washington, DC, World Bank.

membres des anciennes cohortes, ils sont moins susceptibles d'exercer un emploi rémunéré dans le secteur non agricole que les cohortes plus jeunes.²²

Sortir de la pauvreté, faire face et acquérir du capital grâce à la migration

Dans les endroits où l'accès à l'emploi non agricole est limité et où le climat (ou la technologie) n'est guère propice à la culture continue, la migration saisonnière permet d'obtenir un supplément de revenu, d'étaler la consommation dans le temps et de protéger le patrimoine des ménages durant la basse saison. Les ouvriers migrent saisonnièrement vers d'autres régions de leur pays, souvent attirés par les grands domaines de cultures d'exportation qui fournissent un revenu hors saison ou lors des urgences. Ils franchissent également les frontières, une large part de la migration sud-sud ayant un caractère saisonnier²³.

Dans les régions où la migration est plus ou moins permanente, le revenu de la migration dépend du succès du migrant et de la raison de sa migration. Celle-ci ne constitue donc pas une voie de garantie de sortie de la pauvreté. Elle n'est pas davantage accessible à tous. Le coût élevé qu'entraîne la migration empêche souvent les pauvres parmi les pauvres d'y prendre part ou limite le mouvement aux zones voisines, où les gains sont moins importants.

La migration des zones urbaines vers les zones rurales souligne le rôle de filet de sauvetage que joue l'agriculture et montre que des nombreux résidents urbains sont toujours membres d'un réseau de parenté rural élargi. Durant la crise financière de 1997 en Indonésie et en Thaïlande, et pendant les premières années de la transition dans le Caucase et en Asie centrale, la migration inversée a aidé les gens à faire face aux chocs économiques. Il existe également des preuves d'une migration retour, liés aux chocs économiques et au sida, dans certaines parties de l'Afrique. L'agriculture fournit ainsi une « assistance sociale financée par la ferme » lorsque les services d'assistance sont déficients ou non existants²⁴.

VI. LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE EN RD CONGO

Le potentiel agricole de la RD Congo est unanimement reconnu comme étant considérable : le pays disposerait d'une superficie cultivable estimée à quelques 75 millions d'hectares dont moins de 10 millions d'hectares

²² Davis B. et al. (2007), "Rural Income Generating Activities: A Cross Country Comparison", document de référence pour le RDM 2008.

²³ Macours et Vakis (2006), « Rural Poverty in Transition Countries », Leuven, Belgium, Centre for Transition Economics, LICOS, document de travail n° 16906.

²⁴ Frankenberg E. et al. (2003), « Economic Shocks, Wealth and Welfare », Journal of Human Resources, 38 (2), pp. 280-321

seulement seraient exploités²⁵. Cette disponibilité foncière et les énormes ressources en eau dont dispose le pays avec le bassin hydrographique du fleuve Congo permettent d'entretenir l'espoir d'une meilleure autosuffisance alimentaire réclamée avec insistance par les Congolais. Ce potentiel fait aussi de ce pays et depuis toujours une proie particulièrement convoitée pour l'accaparement des terres.²⁶

Dans ce contexte et de longue date, le secteur agricole de la RD Congo est considéré comme une perspective de développement intéressante susceptible de contribuer au décollage économique du pays.²⁷

La Banque mondiale, dans son rapport intitulé Résilience d'un géant africain, insiste particulièrement sur cet aspect de la problématique : « de toutes les sources de croissance, le secteur agricole est le plus fort potentiel de réduction de la pauvreté.

Tout d'abord, il est intensif en main d'œuvre... En second lieu, les revenus agricoles tendent à être dépensés sur des biens et services produits localement, ce qui a un effet multiplicateur important sur l'économie locale. Enfin, la croissance de la productivité agricole réduit les prix des denrées alimentaires, fournissant ainsi des transferts invisibles à l'ensemble de la population et aux autres secteurs de l'économie ». Ainsi, on a constaté que la croissance des revenus ruraux réduisait non seulement la pauvreté rurale, mais encore la pauvreté urbaine (alors que l'inverse n'est pas vrai).

L'agriculture joue un rôle important dans l'économie nationale puisqu'elle emploie actuellement 80% de la main d'œuvre. Avec un système national de production agricole du type extensif, il est caractérisé par une faible productivité et repose sur une agriculture de substance pratiquée par des petites exploitations familiales sur une superficie moyenne de 1 à 2 hectares en culture pluviale et à 0,5 à 1 hectare en culture irriguée.

Malgré le fort potentiel dont dispose la RD Congo, avec ses 80 milliards de terres arables, le pays connaît, néanmoins une faiblesse de productivité entraînant l'insécurité alimentaire, l'augmentation des importations des biens de première nécessité et la baisse de la production des produits de rente. Mais malgré ses potentialités, l'agriculture de la RD Congo éprouve encore énormément des difficultés pour son développement.

²⁵ Chausse et al. (2012), « L'agriculture : pierre angulaire de l'économie de la RD Congo, éd. Résilience d'un Géant Africain : Accélérer la croissance et promouvoir l'emploi en RD Congo, volume II. Etudes sectorielles, Kinshasa, Médias-Paul, pp. 1-97

²⁶ Peemans, J-Ph (2014). « Land grabbing and development history : The congolese experience ». In Ansoms, A & Hilhorst, Th. (éd.), *Losing your Land. Dispossession in the Great Lakes*. Martelsham: Boidell & Brewer, pp. 11-35.

²⁷ Damien M. et al. (2001), Léopold III, Bruxelles, éd. Complexe.

Pour illustrer le niveau du déficit de production des denrées alimentaires en RD Congo, il y a lieu de souligner que chaque année, plus ou moins 2 milliards de USD sont dépensés pour l'importation des denrées alimentaires. Totalement paralysé, le secteur agricole connaît une série de contraintes qui bloquent son développement, il s'agit notamment de :

- Mauvais état des routes et plus particulièrement les routes de desserte agricole ;
- Personnel de vulgarisation agricole insuffisant, sous équipé et d'âge avancé ;
- Pratiques culturelles inappropriées ;
- Manque de main d'œuvre agricole qualifiée ;
- Perturbations climatiques à la suite du déboisement ;
- Incapacité pour les paysans de faire parvenir leurs productions aux centres de consommation.

VII. QUELQUES STATISTIQUES DU SECTEUR AGRICOLE EN RD. CONGO

Nourrir plus d'un quart de l'humanité, telle est la performance impressionnante que pourrait réaliser, à elle seule, la RD Congo si son secteur agricole trouve en fait la voix du développement et de l'industrialisation.

En effet, l'agriculture de la RD Congo est la plus vaste des pays d'Afrique subsaharienne et présente des atouts indéniables qu'un bon nombre d'investisseurs nationaux et étrangers, feraient bien de prendre rapidement en considération dans leur prise de décision.

Malgré ses terres arables impressionnantes, son réseau hydrographique ainsi que son climat, le secteur agricole de la RD Congo n'est pas performant. Pour illustrer le niveau du déficit de production des denrées alimentaires en RD Congo, il y a lieu de souligner que chaque année, plus ou moins 2 milliards de \$US sont dépensés pour l'importation des denrées alimentaires, le pays n'exporte rien en termes de produits vivriers, sauf quelques produits pérennes sont exportés, comme nous le présentons dans le tableau ci-dessous, suivant les statistiques agricoles récoltées auprès du ministère de l'Agriculture et du Développement rural par le biais de son Service National des Statistiques Agricoles de 2016 à 2020. Cette situation de la crise alimentaire s'était amplifiée de plus, par la fermeture des frontières les deux dernières années, suite à la pandémie de Coronavirus.

Tableau 1 : Contribution de l'agriculture au produit intérieur Brut (PIB) en millions de CDF de 2016 à 2020.

Agriculture	2016	2017	2018	2019	2020
Vivrière	1 724 827,7	1 754 149,8	1 783 970,3	1 838 628,6	1 894 726,8
Rente	27 014,1	27 550,5	28 184,0	30 210,0	31 356,0

Source : Rapport annuel de la Banque Centrale du Congo, 2020, pp.96

Tableau 2 : Contribution de l'agriculture à la croissance économique de 2016 à 2020 en points de croissance.

Agriculture	2016	2017	2018	2019	2020
Vivrière	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4
rente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : Rapport annuel de la Banque Centrale du Congo, 2020, pp.97

Tableau 3 : Exportation des produits agricoles de 2016 à 2018

Unité : tonne

ANNEES PRODUITS	2016	2017	2018	2019	2020
Café robusta	4 309	3 666	8 070	10 358	4 506
Café arabica	3 883	4 489	4 563	4 693	4 564
cacao	1 289	950	990	1 685	608
Bois grume	117 844	150 505	213 803	140 711	107 415
Huile palmiste	111	128	253	128	369,9
caoutchouc	5 578	3 269	6 678	6 472	6 472
thé			135	234	471

Source : Service National des Statistiques Agricoles (SNSA 2018)

Tableau 4 : importation des produits vivriers de 2016 à 2018

Unité : tonne

ANNEES PRODUITS	2016	2017	2018	2019	2020
Sucre		53 961	102 015	96 682	138 860
Haricot		3 801	6 459		11 771
Blé					174 597
Huiles végétales		30 042	46 379	15 919	53 654
Riz	262 662	180 852	185 532	111 455	178 796
Farine de			36 526	28 078	55 425

froment					
Farine de maïs		6 407	14 720	4 577	23 568

Source : Service National des Statistiques Agricoles (SNSA 2018)

VIII. DISCUSSIONS DES RESULTATS ET RECOMMANDATIONS

D'après nos investigations sur le secteur agricole en RD Congo, nous nous sommes rendu compte que le secteur agricole a été abandonné par les autorités politico-administratives, depuis le départ des colons Belges jusqu'au jour d'aujourd'hui. Le secteur agricole connaît une série de contraintes qui bloquent son développement, il s'agit notamment de :

- Mauvais état des routes et plus particulièrement les routes de desserte agricole ;
- Personnel de vulgarisation agricole insuffisant, sous équipé et d'âge avancé ;
- Pratiques culturelles inappropriées ;
- Manque de main d'œuvre agricole qualifiée ;
- Perturbations climatiques à la suite du déboisement ;
- Incapacité pour les paysans de faire parvenir leurs productions aux centres de consommation.

Ainsi, pour accroître la production agricole en RD Congo, dans la préservation des écosystèmes naturels, nous recommandons à l'Etat congolais de :

- ✓ Définir des normes de production, de distribution et de consommation dans la vision éco-centrique de l'environnement, et règlementer l'analyse des performances des agriculteurs et des différents organismes en fonction de quatre dimensions (social, environnemental, économique et d'intégration), en vue de garantir la durabilité et la production des produits écologiques ;
- ✓ Afin d'accélérer la croissance et le développement agricole, les décideurs doivent placer l'agriculture au premier rang de l'ordre du jour c'est-à-dire augmenter considérablement les investissements publics dans le secteur agricole et élaborer des politiques sectorielles globales qui tiennent compte des facteurs clés du développement agricole (technologie, capital humain, infrastructures physiques et institutions efficaces), et mettre un bon cadre d'investissement agricole qui est défini sur base d'une politique agricole cohérente et une réglementation qui devra mettre toute personne physique ou morale ayant la possibilité de s'investir dans ce secteur, en sécurité et à l'abri de tout risque ;

- ✓ Mettre en œuvre des approches innovantes comme, celles de l'agriculture intelligente face au climat (AIC), prônée par l'FAO à l'instar de l'expérience indienne de 1966, celle de la révolution agricole verte qui a permis à l'Inde d'augmenter sa production agricole, dans le respect des écosystèmes naturels et qui a fait lui la quatrième puissance mondiale en termes de production.
- ✓ Réserver une part importante de financement dans le projet du budget, afin de permettre au pays de prendre un nouveau relèvement pour un décollage du secteur agricole.

CONCLUSION

Le développement agricole de la RD Congo reste un enjeu majeur pour la prochaine décennie. Il permettra, ou non, de contribuer à la sécurité alimentaire du pays, mais également à la lutte contre la pauvreté, qui est essentiellement rurale. Différents diagnostics ont d'ores et déjà été réalisés et convergent vers un combat identique : d'une part l'absence de politique agricole et les tracasseries multiples lors de la mise en marché des produits agricoles ont sapé jusqu'ici les initiatives des ruraux pour l'approvisionnement alimentaire en RD Congo ; d'autre part, les produits alimentaires de base importés et vendus aux citoyens congolais sont de plus en plus chers, sans que cela incite véritablement les producteurs locaux à produire. On peut donc regretter ce paradoxe congolais qui trouve, selon nous, son origine dans ce que l'on appelle communément la mauvaise gouvernance ou l'environnement des affaires en RD Congo.

Comment sortir de ce contexte qui bloque en quelque sorte le développement de l'agriculture en RD Congo ?

Il ne nous semble pas y avoir d'obstacle insurmontable pour le développement de l'agriculture congolaise. Mais il est urgent d'adopter des politiques agricoles qui favorisent les agriculteurs. L'exemple de l'Algérie démontre qu'il n'existe pas de fatalité à la dépendance alimentaire. Ainsi, ce

pays qui figurait parmi les cinq plus gros pays importateurs de blé dur et tendre est parvenu à atteindre le seuil de l'autosuffisance. Un résultat à attribuer à la politique gouvernementale de promotion de la céréaliculture, caractérisée par l'achat de la production locale au prix du cours d'importation pour les aligner sur les prix locaux.

La mise en œuvre de cette nouvelle politique agricole ne sera pas neutre et il y aura des gagnants (les pauvres, les paysans, les ruraux) et des perdants (le secteur minier, les citadins, les sociétés importatrices et, dans un premier temps, le Budget de l'Etat congolais, car il est plus facile de prélever des taxes sur les importations que d'imposer les paysans), mais la relance de l'agriculture congolaise est à ce prix.

Par ailleurs, l'expérience démontre que sans volonté politique forte de redonner du pouvoir aux ruraux (dont « du pouvoir d'achat »), une relance durable de l'agriculture congolaise n'est pas possible (« No Will, No Way »). La communauté des partenaires techniques et financiers de la RD Congo, en attente et à la recherche d'un impact réel et tangible de ses interventions, devrait ainsi s'engager dans un processus plus volontariste de dialogue politique sectoriel agricole.

Comme le souligne la nécessité d'une politique agricole volontariste constitue la base essentielle pour que les recommandations envisagées servent réellement à améliorer la situation du secteur agricole.²⁸

Si les préalables d'ordre politique largement développés ci-dessus sont réunis, il nous semble utile quelques recommandations qui permettront, selon nous, d'atténuer les problèmes qui se posent dans le cadre du développement agricole en RD Congo.

La question foncière reste centrale pour garantir un développement agricole en RD Congo et le système de concession foncière actuellement en place semble inadapté à l'investissement agricole dans le long terme d'une manière générale, il subsiste des grands incertitudes quant à la possibilité de cultiver une terre pendant un temps suffisamment long pour garantir des rendements positifs des investissements. Les droits formels peuvent être des instruments importants pour garantir un accès équitable à la terre, mais il convient, dans le cadre congolais, de reconnaître que la réalité est plus

²⁸ Mpanzu, P. (2013), « Filière vivrière paysanne du Bas-Congo : acteurs, Fonctionnement et performance. Développement de l'agriculture en RD Congo : contraintes et opportunités » : Dounia 6 : 26-41. CISRI-L. l'Harmattan.

souvent complexe et que les contextes ruraux sont plus compliqués que ce que les règles formelles prévoient généralement²⁹.

La dynamisation de l'administration agricole et des associations paysannes doit être un objectif prioritaire pour la relance agricole. Devant une administration défailante, la faiblesse et le manque de structuration des

Organisations paysannes sont particulièrement patents en RD Congo et ce, malgré certaines expériences que l'on peut qualifier de « success stories ». A ce jour, il existe une multitude d'associations et d'organisations œuvrant dans le milieu rural congolais sous différentes formes, mais la représentativité est souvent discutable et le regroupement en fédérations de territoire ou de province fait régulièrement défaut, ou est issue d'une logique « top bottom ». Cela complique la mise en œuvre effective de la décentralisation pour des stratégies mieux adaptées aux réalités locales.

BIBLIOGRAPHIE

1. Anriquez et Bomani (2007), « Agricultural growth and poverty in an archetypical Middle income country: chile 1987-2003 », agricultural economics.
2. Bairoch P. (1973), « Agriculture and the industrial revolution », (vol.3).
3. Baland J.M. et Platteau J.P. (1996), Halting Degradation of Natural Resources: is there a Role for Rural communities? Rome Food and Agriculture organization of the United Nations (FAO).
4. Banque mondiale (2005a), Drives of sustainable Rural Growth and poverty Reduction in Central America, Washington, DC, word Bank.
5. Banque mondiale (2008), *L'agriculture au service du développement*, éd. Boeck université, Paris.
6. Bisoka N.A. (2014), « Vers un démantèlement de l'agriculture en Afrique des grands lacs ? », Alternatives sud.
7. Chausse et al. (2012), « L'agriculture: pierre angulaire de l'économie de la RD Congo », éd. Résilience d'un géant africain : accélérer la croissance et

²⁹ Bisoka. A.N. (2014). « Vers un démantèlement de l'agriculture paysanne en Afrique des Grands Lacs ? » Alternatives Sud 21 : 193-208.

- promouvoir l'emploi en RD Congo, volume II. Etudes sectorielles. Kinshasa, Médias Paul.
8. Damien, M et al. (2001), Léopold III. Bruxelles : Edition complexe.
 9. Davis et al. (2007), "Rural income generating activities: A cross country comparison", document de référence pour le RDM 2008.
 10. De Ferranti et al. (2005), Beyond the city: the rural contribution to development, Washington, DC, World Bank.
 11. Deere (2005), "The Feminisation of Agriculture? Economic restructuring in rural Latin America", Geneva, United Nations Research (WIDER), document de travail n° 2006/115.
 12. Delgado and al. (2005), 'Evidence and implications of Non-tradability of food staples in Tanzania 1983-1998', journal of development studies.
 13. Deweerdt. J. (2006), Moving out of poverty in Tanzania Kagera Region, Bukoba, Tanzania economic Development initiatives.
 14. Frankenberg et al. (2003), Economic, shock, wealth and welfare", journal of Human Resources 38.
 15. Hall and Patrinos (2006), Indigenous Peoples, Poverty and Human Development in Latin America, New York, NY, Palgrave Mac Millan;
 16. HAYAMI (2005), "An Emerging Agriculture problem in High Performing Asian Economies", travail présenté à la 5th conference of the Asian Society of Agricultural Economists (presidential Address), 29 août, Zehedan, Iran;
 17. Katz (2003), "The changing role of women in the rural economies".
 18. Knight and Song (2003), "Chinese peasant choices: Migration, rural industry, or farming?" Oxford development studies 31.
 19. Krishna et al. (2006), "Escaping poverty and living poor in 36 villages of central and Western Uganda", journal of development studies.
 20. Ravallion and al. (2007), "China's (uneven) Progress Against Poverty", journal of Development Economic.
 21. Ravallion M. and Chen S. (2007), "New evidence of the urbanization of global poverty", document de référence pour RDM.